

*Initiatives ministérielles*

Le projet Hibernia a été approuvé sans qu'on fasse une évaluation environnementale sérieuse. Ce projet, qui bénéficiera d'une aide de 2,7 milliards de dollars du gouvernement fédéral, pose un grand risque pour le secteur des pêches de l'Atlantique. Ce projet fournira du pétrole non pas aux Canadiens, mais bien uniquement aux Américains. Pas une goutte de ce pétrole n'ira à Terre-Neuve. Pas une goutte de ce pétrole ne servira un jour à chauffer une maison ou à faire rouler un véhicule au Canada.

Les forêts de chacune des provinces maritimes et, en fait, de chacune des provinces du pays sont en danger à cause de la coupe abusive, de la reforestation inadéquate et de la protection insuffisante. Le gouvernement et le ministre d'État chargé des Forêts ont produit un document qu'ils adorent distribuer en Colombie-Britannique, dans les provinces des Prairies, en Ontario et au Canada atlantique. Ce document, intitulé *Green Ghetto*, accuse les libéraux d'avoir dépensé moins de 10 cents sur chaque dollar tiré de la plus grande industrie et du plus grand employeur au Canada pour réinvestir cet argent dans nos forêts. Monsieur le Président, le ministre d'État chargé des Forêts devrait avoir honte. Le gouvernement dépense actuellement moins que ce que dépensaient les libéraux. Il dépense moins de 10 cents sur chaque dollar qu'il retire.

Le gouvernement consacre actuellement plus de capital aux projets forestiers réalisés à l'étranger qu'à ceux du Canada. C'est une forme intéressante de largesse de la part du plus grand pays exportateur de bois du monde, le pays qui a 10 p. 100 des forêts du globe. C'est certes un chiffre à ne pas oublier.

Le Québec n'a que 1 p. 100 de terres protégées, soit moins que n'importe quelle autre région, province ou territoire du Canada. De plus, le gouvernement appuie indirectement le projet de la Baie James II sans avoir effectué une évaluation environnementale complète. Il s'agit d'un projet de 24 milliards de dollars. Le gouvernement attend depuis deux ans, alors qu'il aurait pu entreprendre cette évaluation, discutant interminablement avec la province des conditions de l'évaluation. Nous savons maintenant qu'il n'y aura qu'une évaluation initiale de l'infrastructure routière et aéroportuaire.

Comme je l'ai dit hier à la Chambre, il pourrait s'agir de routes qui ne mènent nulle part et d'aéroports construits à la mauvaise place. Tout gouvernement intelligent ferait une évaluation environnementale des barrages, des réservoirs, de la région qui sera inondée, des répercussions sur les Cris, les Inuit, les oiseaux aquatiques, les mammifères marins et le poisson ainsi que des effets

atmosphériques de ce projet qui comprend la déviation et l'aménagement de cinq rivières.

Plus tard, le gouvernement invoquera sans doute la prépondérance des inconvénients devant les tribunaux, après qu'on aura dépensé 600 ou 700 millions de dollars sur les routes, les aéroports et l'infrastructure. Il dira alors aux tribunaux que, comme dans le cas du projet Rafferty-Alameda, les considérations économiques devront primer sur l'environnement. Cela est tout à fait contraire aux principes du rapport Brundtland et aux promesses personnelles du premier ministre.

Ce projet énorme, le plus grand projet industriel jamais conçu dans l'histoire de l'Amérique du Nord, ira donc de l'avant sans que les Canadiens sachent à quelles conséquences absolument terribles il faut s'attendre, non seulement pour la faune terrestre et les poissons, non seulement pour les peuples autochtones qui vivent là-bas depuis 10 000 ans ou plus, mais aussi pour l'atmosphère, pour le climat de tout l'est de l'Amérique du Nord. Ce projet se réalisera sans même qu'on ait envisagé les autres solutions possibles.

Comme M. Lovins l'a fait remarquer au comité dont je suis membre, un effort sur le plan de l'efficacité énergétique et des économies d'énergie dans l'île de Montréal permettrait d'économiser plus d'énergie que n'en produisent les centrales de la Baie James I.

De qui se moque-t-on? Les plus chauds partisans de ces mégaprojets ne sont nuls autres que les premiers ministres du Canada et du Québec. Ce ne sont pas les Québécois, ce ne sont pas les Canadiens qui profiteront de ce genre de mégaprojet. On n'a rien à gagner en escamotant l'évaluation environnementale d'un projet de cette ampleur. C'est une approche qui manque de finesse.

Et le projet Rafferty-Alameda? Voilà une bourde colossale. Trois ministres d'affilée ont sacrifié l'environnement: Tom McMillan, le député du Lac-St-Jean et le ministre actuel. Ils plaident devant les tribunaux, ils font des déclarations assermentées disant que l'environnement subira un tort irréparable, et ils se croisent les bras. Quant à la rivière Oldman, en Alberta, le scénario a été presque identique. Encore une fois, il y a eu entente avec quelques copains conservateurs. Le public a été exclus de tout processus d'évaluation sérieux, et le ministre ne s'est jamais acquitté des responsabilités que lui confie la loi. Même chose à Rafferty.

Il y a sur les planches à dessin des projets d'usines de pâte d'une valeur de 13 milliards de dollars; c'est le tiers du territoire de l'Alberta qui serait rasé. Comment le gouvernement assure-t-il le leadership dans un secteur